



THOMSON REUTERS
FOUNDATION

Opinion¹

Les collectivités locales sont en première ligne contre le coronavirus

Notre réponse à la crise du COVID-19 sera essentielle pour construire les villes et territoires de demain.

Maimunah Mohd Sharif et Emilia Saiz²

Thomson Reuters Foundation, 27 mars 2020 14:45 GMT

Les collectivités locales et régionales sont en première ligne pour répondre à la pandémie mondiale de COVID-19. Avec les autorités sanitaires et les populations, ce sont elles qui veilleront à ce que les services publics des villes, des territoires et des pays du monde entier continuent à fonctionner correctement tout au long de la crise.

L'impact du COVID-19 est jusqu'à présent géographiquement et socialement différent. Cette pandémie touche des territoires dans le monde entier et sans égard pour les nationalités ou les frontières. On peut toutefois penser qu'il existe une fenêtre d'opportunité pour certains pays et villes de l'hémisphère sud en particulier, qui peuvent tirer des enseignements des réponses éprouvées des villes et des régions qui sont en avance sur la courbe de la pandémie.

Les collectivités locales et régionales sont en première ligne pour répondre à l'urgence sanitaire et atténuer au quotidien l'impact socio-économique de la crise sur les plus pauvres. Ce sont elles qui doivent maintenir les services de base et garantir l'approvisionnement en nourriture. Ce sont elles aussi qui devront faire face aux changements démographiques lorsque les emplois locaux seront perturbés et que les gens chercheront ailleurs leurs moyens de subsistance.

Elles jouent également un rôle essentiel pour favoriser la solidarité des populations et permettre aux citoyens de se mobiliser pour contribuer à la résilience des territoires.

La prévention et la gestion de l'épidémie du COVID-19 sont plus difficiles dans les villes qui abritent des populations marginalisées. Les habitants des bidonvilles dépendent souvent d'établissements de santé informels et de systèmes de transport public inadaptés ou mal entretenus pour parcourir les longues distances qui séparent leur domicile et leur lieu de travail.

Absence de gestion des déchets, logements de mauvaise qualité, manque de services de base et d'équipements sociaux... Le risque de contagion rapide de toute maladie infectieuse est plus

¹ Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et n'engagent pas la Fondation Thomson Reuters.

² Maimunah Mohd Sharif est Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-Habitat). Emilia Saiz est Secrétaire générale du réseau mondial Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

élevé dans ces environnements où les mesures préventives telles que le confinement sont très difficiles à mettre en œuvre.

Alors que les économies de nombreuses villes et pays luttent pour résister au choc du COVID-19, la résilience des populations doit dépasser la réponse classique aux catastrophes et être renforcée par des filets de sécurité sociale améliorés et innovants. En travaillant ensemble au développement durable des territoires, villes et régions jouent un rôle clé dans la prévention de l'augmentation des inégalités, de la pauvreté et de la stigmatisation de ceux qui ne bénéficient pas de revenus réguliers ou de prestations sociales.

Les collectivités locales et régionales doivent empêcher les expulsions résultant de la perte des moyens de subsistance et de l'incapacité de nombreux travailleurs des secteurs formel et informel à payer leur loyer. Le travail d'ONU-Habitat sur le droit au logement, la sécurité d'occupation et la prévention des expulsions forcées peut faciliter des solutions innovantes basées sur le partenariat. De son côté, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) appelle ses membres à redoubler d'efforts et à travailler avec les habitants organisés des bidonvilles pour soutenir les plus vulnérables.

La pandémie du COVID-19 progresse à des rythmes différents selon les régions du monde. Il est donc essentiel d'assurer un apprentissage actif et un partage rapide des solutions d'un pays à l'autre, d'une ville et d'un territoire à l'autre, à mesure qu'on passe de la préparation à l'endiguement et de la lutte contre la pandémie à la reprise socio-économique. Les collectivités, les élus et les populations locales doivent s'engager et partager leurs défis et leurs succès, entre eux et avec les autorités régionales et nationales. Il faut trouver de nouvelles formes de collaboration entre les professionnels de la santé, les agences gouvernementales à tous les niveaux, les experts en assainissement, les spécialistes des sciences sociales, les innovateurs et les urbanistes.

CGLU, Metropolis et ONU-Habitat et leurs partenaires s'adressent donc aux villes et aux intervenants du monde entier pour mobiliser la solidarité et la volonté politique des collectivités locales et régionales qui sont en première ligne, en les encourageant plus que jamais à être les moteurs du changement, à assurer au cœur de cette crise des prestations de services équitables, à garantir la préservation des ressources communes et à promouvoir les droits humains. Nous voulons intensifier l'apprentissage actif et la communication de territoire à territoire et encourager de nouvelles formes de coopération en matière de prévention, d'adaptation et de reprise.

Il nous faut également donner aux populations locales les moyens de libérer leur potentiel d'auto-organisation et d'auto-assistance pour répondre à l'ampleur de l'urgence actuelle. Adaptées et mises au service de nos territoires, les nouvelles technologies peuvent faciliter les soins de santé à distance et permettre l'apprentissage, la communication et les relations virtuelles lorsque la mobilité et les contacts sociaux doivent être limités, ce qui est particulièrement important pour les groupes plus vulnérables comme les personnes âgées.

La manière dont nous réagissons à la crise du COVID-19 et les enseignements que nous en tirons seront essentiels pour construire les villes et les territoires du futur. Ce n'est qu'en travaillant à la construction d'une large citoyenneté que les collectivités locales et régionales parviendront à renverser la situation.

Notre réponse d'aujourd'hui aura une incidence directe sur l'avenir de nos territoires demain.

Article original (EN): <https://news.trust.org/item/20200327112921-ucwz7/>